SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 26 JUIN 1844.

Rapport présenté par M. Siraut, au nom de la Commission chargée de l'examen du projet de loi tendant à l'interprétation de l'article 821 du Code Civil.

MESSIEURS,

L'interprétation de l'art. 821 du Code Civil fait l'objet du projet de loi soumis à vos délibérations; cet article porte : « Lorsque le scellé a été apposé, tous » créanciers peuvent y former opposition encore qu'ils n'aient ni titre exécutoire ni permission du juge; les formalités pour la levée des scellés et la confection de l'inventaire sont réglées par les lois sur la procédure. »

La nécessité de cette interprétation résulte des faits suivants :

Un jugement rendu, le 21 septembre 1840, par le Tribunal de première Instance de Bruxelles a décidé que les créanciers, même hypothécaires, peuvent former opposition à la levée des scellés.

Ce jugement fut réformé par arrêt de la Cour d'Appel de Bruxelles, en date du 2 janvier 1841, portant que cette faculté n'appartient pas aux créanciers dont les droits sont suffisamment garantis par l'opulence de la succession et spécialement par une inscription hypothécaire première en rang.

Cet arrêt a été cassé le 9 décembre 1841, les motifs de cette décision sont puisées dans la généralité des termes de l'article 821 qui ne permet aucune distinction.

Par arrêt prononcé le 4 août 1842, la Cour d'Appel de Gand, à laquelle l'affaire avait été renvoyée, s'est prononcée en faveur de l'opinion de la Cour d'Appel de Bruxelles.

Enfin, le 18 janvier 1844, la Cour de Cassation, jugeant chambres réunies, a cassé ce dernier arrêt par les mêmes motifs qui l'avaient déterminée lors de la cassation de l'arrêt de la Cour Bruxelles.

Cette divergence d'opinion donnant lieu à l'interprétation législative de l'art. 821 du Code Civil, aux termes de l'art. 25 de la loi organique de l'ordre judiciaire du 4 août 1832, M. le Ministre de la Justice a été chargé par le Roi de présenter à la Chambre des Représentants un projet de loi qui consacre l'opinion de la Cour de Cassation ; ce projet conçu en un seul article portait :

« L'art. 821 du Code Civil est interprété de la manière suivante :

» Lorsque le scellé a été apposé, tous les créanciers chirographaires ou hypothécaires peuvent former opposition, encore qu'ils n'aient ni titre exécutoire ni permission de juge. »

La Commission spéciale de la Chambre des Représentants a modifié cette rédaction en ces termes : *L'art. 821 du Code Civil s'applique aux créanciers hypothécaires comme à tous autres créanciers.* M. le Ministre de la Justice s'y étant rallié, l'ensemble du projet a été adopté.

Tel est, Messieurs, l'état de la question sur laquelle vous êtes appelés à émettre votre opinion.

Après mûr examen, votre Commission vous propose l'adoption du projet tel qu'il vous a été transmis. Nous croyons cette proposition fondée et conforme aux règles d'une saine interprétation ; en effet, les termes de l'art. 821 sont généraux et l'on sait qu'il n'est permis d'introduire aucune exception ou distinction que le législateur n'a pas autorisée ; le système des cours d'appel laisse tout à l'arbitraire, la Cour de Cassation se conforme au texte et l'on peut ajouter à l'esprit de la loi ; refuser le droit d'opposition aux scellés à un créancier hypothécaire, fût-il même le premier inscrit, c'est préjuger la validité, la priorité de l'inscription, c'est supposer ce qui peut ne pas se vérifier, que le créancier sortira vainqueur de toutes les luttes judiciaires auxquelles la défense de ses droits pourra donner lieu ; c'est aussi le forcer à prendre la voie la plus onéreuse, l'expropriation forcée, lorsqu'il a le droit incontestable d'en suivre une autre moins longue, moins difficile, moins coûteuse.

En résumé les cours d'appel interprètent d'une manière restrictive une disposition générale du Code civil ; le législateur cependant, en rédigeant cet article, n'a pas perdu de vue les diverses catégories de créanciers, et s'il n'en a excepté aucune, c'est qu'il a voulu les admettre toutes, c'est parce qu'il savait sans doute que les garanties que les cours supposent exister au profit du créancier inscrit, dans l'opulence de la succession et l'inscription hypothécaire en premier ordre, sont souvent insuffisantes et que par suite il était nécessaire de leur réserver comme à tous les autres créanciers le droit de veiller à la conservation de leurs créances.

Le système de la Cour de Cassation, fondé sur la généralité des termes de l'art. 821 et sur quelques autres dispositions du même code et du code de procédure citées dans les pièces qui font partie du dossier, est conforme à la règle qui ne permet pas de distinction lorsque la loi n'en indique pas ; il ne prive les créanciers d'aucune garantie et ne cause aucune confusion dans la liquidation des successions, c'est pourquoi votre Commission a l'honneur de proposer, à l'unanimité, l'adoption du projet tel qu'il vous est soumis.

J.-B. D'HANE.

E. DE ROUILLÉ.

Baron DE MOOREGHEM.

HENNEQUIN.

SIRAUT, Rapporteur.